



Des habitants du delta du fleuve Tana participent à une réunion où on leur explique le projet Hakika.

DES TEXTOS POUR LA PAIX

Dans le delta du fleuve Tana, une région du Kenya où les tensions ethniques sont vives, les rumeurs, abondantes et terrifiantes, sont vérifiées et démenties un texto à la fois.

Par MéliSSa Guillemette

Sur une carte satellite, il est facile de repérer la vallée du fleuve Tana : un long trait vert au milieu de la terre ocre de l'est du Kenya. Pourtant, sa dernière portion avant d'arriver à l'océan Indien est nettement isolée du reste du pays sur le plan des infrastructures routières, mais aussi sur le plan social. Un véritable coin perdu, oublié.

Si bien que le delta du Tana est dépourvu de médias locaux sérieux. Même le journal national y arrive en retard ! L'information se transmet donc d'une personne à l'autre, avec tout ce que le « téléphone arabe » génère comme distorsion... Un phénomène qui ne manque pas d'attiser les tensions entre les Pokomo et les Orma, deux groupes ethniques de la région, qui ont connu des épisodes sanglants au cours des dernières années.

« Si une personne disparaît dans un village, la rumeur voudra que ce soit cinq personnes une fois que l'information

sera relayée dans la localité suivante », illustre Christine Mutisya, diplômée en mathématiques et en développement international, et chargée de projet pour l'initiative Una Hakika.

Una hakika signifie « es-tu certain ? » en swahili, la langue nationale du pays. Il s'agit d'un projet mis sur pied par The Sentinel Project, une organisation non gouvernementale (ONG) canadienne qui souhaite que la population se questionne davantage avant de croire aux nombreux oui-dire causant insécurité et violence. Pour mener ce combat contre les rumeurs, l'ONG utilise une arme inusitée : les cellulaires.

On dit souvent que tout le monde a un cellulaire en Afrique. Ce n'est pas faux. Dans le delta du Tana, plus de 85 % des adultes en possèdent un. Depuis octobre 2013, les habitants acheminent des rumeurs par textos, de façon anonyme, à Una Hakika. Elles sont vérifiées par

des citoyens « ambassadeurs » dispersés sur le territoire, et aussi par des chefs de villages, des ONG et les forces policières. Le résultat de cette enquête est renvoyé par messagerie texte aux abonnés. Les références ethniques sont effacées. « On parlera d'un fermier, sans préciser que c'est un Pokomo », indique, par exemple, Christine Mutisya.

L'équipe d'Una Hakika a vite réalisé qu'un bon lot d'informations en circulation sont complètement fausses. Sur les 400 rumeurs uniques que l'organisme avait vérifiées entre ses débuts et mars 2016, moment où nous l'avons visité, seulement la moitié se sont révélées fondées.

Les cancons les plus récurrents concernent des vols ainsi que des individus inconnus et armés aperçus à proximité d'un village. « Ces racontars ne sont pas faciles à vérifier », admet Christine Mutisya. Des rumeurs courent

également à propos du groupe islamiste Al-Shabab, alors que la frontière avec la Somalie, pays d'origine de cette organisation terroriste, est tout près.

Quand l'équipe tombe sur une information véridique qui pourrait mettre le feu aux poudres, c'est une autre histoire. Les responsables tentent de calmer le jeu avant de prononcer leur verdict. Christine Mutisya se souvient d'un cas où des vaches avaient été volées. « Des éleveurs d'un village sont entrés dans les maisons d'un autre village pour abattre ceux chez qui de la viande cuisait, les jugeant coupables. On a reçu cette information alors que ça se passait. On a dit à nos usagers : "On fait des vérifications, il est important de demeurer calme, la police est sur le dossier." Si on avait tout de suite confirmé l'événement, plus de vies auraient été perdues. » Dans de tels cas, le rapport d'Una Hakika

est acheminé aux abonnés, une fois la poussière retombée.

L'équipe transmet également des renseignements importants, comme le lieu où s'enregistrer en vue des élections. « La désinformation est particulièrement intense en période électorale, explique la chargée de projet. Au moins, on fournira des renseignements exacts. »

En 2015, les usagers ont donné une note de 8,5/10 au projet pour ses effets bénéfiques contre la circulation des rumeurs. Et l'adoption par la population est plutôt bonne; plus de 2 500 personnes ont adhéré au service et ce nombre ne cesse d'augmenter. Pas si

mal, quand on considère que les abonnés partagent l'information reçue avec 30 personnes en moyenne. « Les gens adorent ce qui est gratuit ! » analyse Kode Komorra, un des ambassadeurs

d'Una Hakika, qui vit à Garsen, une petite ville du delta.

Bien que ses parents soient originaires de la région, ce jeune homme de 28 ans a passé les 14 premières années de sa vie à Nairobi, la capitale, où il a côtoyé des gens appartenant aux 47 ethnies recensées au Kenya. Il a été étonné des tensions raciales lors de son déménagement dans le delta en 2002; en tant que Pokomo, il considère les Orma comme ses frères. « J'ai joint Una Hakika pour changer mon peuple. Ce n'est pas facile, mais au moins, on essaie. » Quand une rumeur concerne sa ville, il procède à des vérifications pour aider Una Hakika dans son analyse.

Le succès du projet est tel que The Sentinel Project en implante une version semblable en Birmanie, où les Rohingyas, des musulmans, sont persécutés. « On aimerait être présent au Burundi aussi, si on obtient du financement », indique Christine Mutisya.

Elle espère néanmoins que, un jour, la population du delta du Tana ne dise plus *una hakika*, mais plutôt *hakuna matata*: « pas de soucis », en swahili. 

« J'ai joint Una Hakika pour changer mon peuple. Ce n'est pas facile, mais au moins, on essaie. »

– Kode Komorra, ambassadeur du projet.

VOUS ENSEIGNEZ LES SCIENCES EN 4^e SECONDAIRE? Utilisez les outils pédagogiques de Québec Science !



Dans chaque numéro, découvrez 3 Situations d'Apprentissage et d'Évaluation (SAÉ) en lien avec le contenu du magazine.

Cliquez sur www.quebecscience.qc.ca/pedago

Économie, Science
et Innovation



QUÉBEC SCIENCE